

**Partie 1 Généralités****1.1 CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE EN CONSTRUCTION**

- .1 L'Entrepreneur doit fournir les consignes de sécurité-incendie en construction selon les exigences du Code national de prévention des incendies du Canada, 2010.

**1.2 EXPOSÉ DU SERVICE DES INCENDIES**

- .1 Le Représentant du Ministère organisera une rencontre préalable aux travaux après l'attribution du contrat. Les entrepreneurs recevront les consignes de sécurité-incendie de la part de l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies ou de son représentant désigné avant le début des travaux.

**1.3 MARCHE À SUIVRE POUR SIGNALER UN INCENDIE**

- .1 L'Entrepreneur doit aviser le Représentant du Ministère et l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies des incendies sur le chantier de construction, peu importe leur ampleur.
- .2 Vérifier l'emplacement de l'avertisseur d'incendie et du téléphone d'urgence le plus près et mémoriser le numéro de téléphone à composer en cas d'urgence.
- .3 Tout incendie doit être signalé sur-le-champ au service des incendies de la façon suivante :
  - .1 au moyen de l'avertisseur d'incendie le plus près;
  - .2 par téléphone.
- .4 La personne qui signale l'incendie au moyen de l'avertisseur doit demeurer près de la boîte pour indiquer au Service d'incendie l'endroit où s'est déclaré.
- .5 La personne qui téléphone aux pompiers doit leur indiquer le nom ou le numéro du bâtiment ainsi que l'endroit où l'incendie s'est déclaré; elle doit être en mesure de confirmer les renseignements donnés.

**1.4 PLAN DE SÉCURITÉ-INCENDIE**

- .1 Soumettre un plan de sécurité-incendie pour le chantier de construction avant le début des travaux. Ce plan doit être conforme aux prescriptions du Code national de prévention des incendies du Canada.
- .2 Le plan de sécurité-incendie doit être remis au Représentant du Ministère pour que le Service d'incendie local puisse le vérifier. Les commentaires formulés par le Service des incendies local doivent être mis en œuvre par l'Entrepreneur.
- .3 Le plan de sécurité-incendie doit se limiter au secteur de la construction seulement. L'Entrepreneur n'est pas responsable de la modification des plans de sécurité-incendie dans les édifices existants.

- .4 Afficher le plan de sécurité-incendie à l'entrée du chantier de construction ou près du panneau réservé à la santé et la sécurité sur le chantier.
- .5 Le plan de sécurité-incendie doit être conforme aux prescriptions du Code national de prévention des incendies du Canada et il doit porter au moins sur ce qui suit :
  - .1 Les procédures d'urgence en présence d'un incendie, y compris :
    - .1 le déclenchement d'une alarme incendie;
    - .2 l'envoi d'un avis au service des incendies;
    - .3 la communication d'instructions aux occupants sur les procédures à suivre lors du déclenchement d'une alarme incendie;
    - .4 l'évacuation des occupants, y compris les dispositions particulières à prendre en présence de personnes qui ont besoin d'aide;
    - .5 la circonscription, la maîtrise et l'extinction des incendies.
  - .2 L'affectation et l'organisation du personnel de surveillance désigné pour exécuter les tâches liés à la sécurité-incendie.
  - .3 La formation du personnel de surveillance et des autres occupants concernant leurs responsabilités en matière de sécurité-incendie.
  - .4 Les documents, y compris des diagrammes, illustrant le type, l'emplacement et le fonctionnement des systèmes de premiers secours en cas d'incendie.
  - .5 Le contrôle des risques d'incendie dans l'édifice.
  - .6 L'inspection et l'entretien des installations de l'édifice conçues pour la sécurité des occupants.

## **1.5 SYSTÈME D'ALARME INCENDIE**

- .1 Une alarme incendie doit être déclenchée pour aviser le personnel de construction d'un incendie dans le secteur des travaux.
- .2 Le système utilisé doit être en mesure de retentir dans l'ensemble de l'édifice.

## **1.6 SYSTÈMES D'ALARME ET DE PROTECTION INCENDIE, INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS**

- .1 Les systèmes d'alarme et de protection incendie ne doivent en aucun cas :
  - .1 être obstrués;
  - .2 être fermés ou arrêtés;
  - .3 être laissés hors service à la fin d'une période ou d'une journée de travail sans que l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies ait donné son autorisation.
- .2 À moins que l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies l'autorise, les bornes d'incendie, les prises d'eau et les systèmes de canalisations et de robinets armés d'incendie ne doivent pas être utilisés à d'autres fins que la lutte contre les incendies.

---

**1.7 PERTURBATION DU SYSTÈME DE PROTECTION INCENDIE**

- .1 Aviser le Représentant du Ministère et l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies quarante-huit (48) heures avant la fermeture ou l'arrêt d'un système de protection incendie actif, y compris l'approvisionnement en eau, l'extinction incendie, la détection incendie et les systèmes de sécurité de personne.
- .2 Lorsqu'un système de protection incendie assurant une fonction de surveillance de l'alarme incendie est perturbé dans un édifice existant, l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies peut exiger la présence d'un agent de sécurité incendie.
- .3 Les perturbations du système de protection incendie doivent être conformes aux prescriptions du Code national de prévention des incendies du Canada et aux consignes d'incendie de la base. Les consignes d'incendie seront données à la rencontre préalable au début des travaux.

**1.8 EXTINCTEURS AUTOMATIQUES**

- .1 En plus des autres exigences du devis, prévoir des gicleurs automatiques selon les exigences de l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies afin de protéger les travaux en cours et les installations physiques de l'entrepreneur sur le chantier.
- .2 Selon les exigences de l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies, des extincteurs automatiques peuvent être requis aux endroits suivants :
  - .1 près des travaux à chaud;
  - .2 dans les secteurs où les combustibles sont entreposés;
  - .3 près des moteurs à combustion interne ou sur ceux-ci;
  - .4 près des secteurs où des gaz ou des liquides inflammables sont entreposés ou traités;
  - .5 près du matériel temporaire alimenté au gaz ou au mazout;
  - .6 près du matériel de chauffage du bitume.
- .3 À moins d'indication contraire de la part de l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies, prévoir des extincteurs automatiques de 9 kg, de classe 4-A:40-B:C.
- .4 Prévoir des extincteurs automatiques à poudre chimique à moins que le risque d'incendie à protéger exige l'utilisation d'un autre type d'extincteur.
- .5 L'Entrepreneur peut calculer le nombre d'extincteurs automatiques requis en établissant que la distance de déplacement ne doit pas dépasser 23 mètres entre les extincteurs.

**1.9 ACCÈS POUR LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

- .1 L'accès pour la lutte contre l'incendie doit être conforme aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.

- .2 Aviser l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies de l'exécution de travaux qui risquent de perturber l'intervention des engins de lutte contre les incendies, ce qui comprend le fait de ne pas respecter la hauteur libre et le dégagement horizontal minimum, selon les prescriptions de l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies, ainsi que le montage de barricades et le creusage de tranchées.
- .3 Dégagement horizontal minimal : largeur libre d'au moins 5 m, ou selon les exigences de l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies.
- .4 Hauteur libre minimale : hauteur de 6 m ou moins, ou selon les exigences de l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies.

#### **1.10 CONSIGNE-FUMEURS**

- .1 Il est interdit de fumer dans tous les bâtiments. Respecter les consignes d'interdiction de fumer qui sont affichées près des édifices existants.

#### **1.11 DÉCHETS ET MATÉRIAUX DE REBUT**

- .1 Accumuler le moins possible de déchets et de matériaux de rebut.
- .2 Il est interdit de brûler des matériaux de rebut sur le chantier.
- .3 Enlèvement des déchets et des matériaux de rebut
  - .1 Débarrasser le chantier de tout matériau de rebut à la fin de chaque journée ou de chaque période de travail, ou selon les directives.
- .4 Entreposage
  - .1 Entreposer les déchets imprégnés d'huile dans des contenants approuvés afin que soient assurées une propreté et une sécurité maximales.
  - .2 Déposer, dans des contenants approuvés, les chiffons et les matériaux imprégnés d'huile ou de graisse pouvant s'enflammer de façon spontanée, puis les évacuer du chantier conformément aux prescriptions.

#### **1.12 LIQUIDES INFLAMMABLES ET COMBUSTIBLES**

- .1 Utiliser, manutentionner et entreposer les liquides inflammables et combustibles conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.
- .2 On pourra garder sur le chantier jusqu'à 45 litres d'essence, de naphte, de kérosène ou autres liquides inflammables ou combustibles, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de plus de 45 litres de liquides inflammables ou combustibles devra être approuvé par écrit par l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies.
- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments ou sur les plates-formes de chargement.

- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .5 Il est interdit d'utiliser comme diluants ou comme produits de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 degrés Celsius (naphte ou essence, par exemple).
- .6 Conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles; le cas échéant, les entreposer dans des contenants approuvés rangés dans un endroit sûr et bien ventilé. Transmettre toute demande d'évacuation de ces produits à l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies.

### 1.13 TRAVAUX À CHAUD

- .1 L'Entrepreneur doit mettre en œuvre un programme de travaux à chaud conformément aux prescriptions du Code national de prévention des incendies du Canada et de la norme NFPA 51, Standard for the Design and Installation of Oxygen-Fuel Gas Systems for Welding, Cutting, and Allied Processes. (2013).
- .2 L'Entrepreneur doit obtenir de l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies une autorisation de travail à chaud pour tous les travaux du genre à exécuter dans les secteurs des travaux. La fréquence de renouvellement des autorisations de travail à chaud sera déterminée par l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies.
- .3 Dans le cas de tous les travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés du matériel d'extinction approprié. L'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies déterminera les endroits qui sont dangereux ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans chaque cas.
- .4 Prévoir les services d'agents de sécurité-incendie sur le chantier, selon les modalités établies au préalable avec l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies lors de la séance d'information avec le service des incendies. Les agents de sécurité-incendie doivent avoir reçu une formation pour l'utilisation du matériel d'extinction.
- .5 Secteurs d'exécution des travaux à chaud
  - .1 Les travaux à chaud doivent être exécutés dans une aire exempte de matière inflammable ou combustible.
  - .2 Lorsque les exigences de l'article 1.13.5.1 ne peuvent être respectées :
    - .1 Toutes les matières inflammables et combustibles se trouvant dans un rayon de 15 m des travaux à chaud doivent être protégées conformément aux prescriptions du Code national de prévention des incendies du Canada.
    - .2 Un agent de sécurité-incendie doit être présent lors de l'exécution de travaux à chaud et pour une période d'au moins 60 minutes par la suite, à moins d'indication contraire de l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies.

- .3 Une inspection finale du secteur des travaux à chaud doit être effectuée au moins quatre (4) heures après l'achèvement des travaux à chaud, à moins d'indication contraire de l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies.
- .3 Lorsqu'il y a risque que des étincelles se propagent dans les matières combustibles qui sont dans les secteurs adjacents aux secteurs où les travaux à chaud sont exécutés.
  - .1 Les ouvertures dans les murs, les planchers ou les plafonds doivent être recouvertes ou obturées pour éviter que les étincelles aillent dans ces secteurs, ou
  - .2 Les exigences de l'article 1.13.5.2 s'appliquent à ces secteurs.
- .6 Protection des matières inflammables et combustibles.
  - .1 Les matières inflammables ou combustibles, la poussière ou les résidus doivent :
    - .1 être éliminés du secteur où des travaux à chaud sont exécutés;
    - .2 protégés pour ne pas qu'ils soient allumés par des matières combustibles.
- .7 Extincteurs automatiques
  - .1 Prévoir un extincteur automatique de 20 lb, pour feux ABC, à au plus 3 m des travaux à chaud, à moins d'indications contraires de l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies.

## **1.14 MATIÈRES DANGEREUSES**

- .1 Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques et/ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.
- .2 Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation lorsque des liquides inflammables tels que des vernis et des produits à base d'uréthane sont utilisés. Informer l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.

## **1.15 RENSEIGNEMENTS ET ÉCLAIRCISSEMENTS**

- .1 Transmettre toute demande d'éclaircissements ou de renseignements additionnels concernant les consignes de sécurité-incendie au Représentant du Ministère.
- .2 Le Représentant du Ministère doit demander des éclaircissements à l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies. L'Entrepreneur ne doit pas communiquer directement avec l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies pour les avis, autorisations ou demandes, sauf s'il s'agit d'une situation d'urgence.

**1.16 INSPECTIONS**

- .1 Les inspections du chantier par l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies seront coordonnées par le Représentant du Ministère.
- .2 Permettre à l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies le libre accès au chantier.
- .3 Collaborer avec l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies au cours des inspections périodiques du chantier.
- .4 Corriger immédiatement toute situation jugée dangereuse par l'inspecteur retenu par le Chef de la prévention des incendies.

**Partie 2 Produits**

**3.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**Partie 3 Exécution**

**3.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**FIN DE SECTION**